

Intervention de M Ounir Satouri
rapport politique de la ville, 12 février 2015

Monsieur le président,
Monsieur le vice-président,
Mes chers collègues,

J'ai envie de dire, enfin !

Enfin, nous y voilà !

Enfin, ce nouveau rapport cadre pour la politique de la ville que notre groupe réclamait depuis des années.

Nous regrettons bien sûr qu'il arrive dans un contexte si particulier de janvier, sur lequel nous nous sommes déjà exprimés ce matin.

Suite aux évènements nous avons une double responsabilité.

Celle de regarder en face la situation des quartiers et celle de mettre nos politiques publiques à la hauteur des enjeux.

Cette refondation des politiques régionales, cette démultiplication de nos efforts pour les quartiers franciliens, nous l'avons déjà consacré dans un vœu adopté en juin dernier par la majorité régionale.

Ne nous faisons pas d'illusions.

Dix ans après les émeutes qui ont secoué l'Île-de-France, la situation des quartiers ne s'est pas améliorée, loin de là.

Oui, grâce à l'ANRU, l'apparence de certains quartiers a changé.

Oui, nous avons réussi à réduire ici et là les fractures qui existaient entre les grands ensembles et leur environnement.

Mais après avoir investi près de 40 milliards dans la rénovation, qui viendra affirmer que tout va mieux pour les habitants des quartiers ?

A un moment, certains ont imaginé qu'on allait changer la société et rétablir l'égalité entre citoyens en démolissant des barres d'immeubles pour reconstruire des logements de qualité. Et bien cela n'a pas suffi.

Je dirais même que certaines opérations de démolition - reconstruction ont eu des effets pervers, car toutes les familles n'ont pas pu se reloger dans des logements devenus parfois trop chers ou trop petits.

Mais nous n'allons pas rejouer ici cette parodie de débat qui oppose les tenants de l'aide aux personnes et ceux de l'aide au bâti.

Il faut bien évidemment agir des deux côtés pour être véritablement efficace dans nos politiques.

Et c'est la logique de ce rapport puisqu'il aborde à la fois les questions de renouvellement urbain et le soutien aux projets portés par les habitants des quartiers.

On a beaucoup parlé de ghettoïsation des quartiers ces derniers temps, de l'absence de mixité sociale et des politiques de peuplement.

Mais comme le dit le sociologue Renaud Epstein : « aborder la ségrégation à partir des quartiers populaires, c'est prendre le problème à l'envers ».

Comment pourrait-on mettre en pratique l'idée de mixité sociale quand tant de mairies, et notamment tant de mairies de droite, font tout pour ne pas construire de logements à prix abordable ?

C'est parce qu'on a concentré tous les emplois à l'Ouest de l'Île-de-France et que des maires bloquent depuis des années des projets de logements sociaux dans leur commune qu'on a créé des ghettos de riches.

A l'inverse des personnes aisées, les personnes en situation de précarité ne choisissent pas leur trajectoire résidentielle, elles la subissent.

Et elles continueront de la subir à moins que nous mettions en place une réelle politique de régulation des prix dans le logement, et c'était là toute l'ambition de la loi ALUR dont la mise en œuvre n'est que trop partielle et trop tardive.

Il y a également la question de l'emploi qu'il nous faut traiter d'urgence.

Dix ans après les émeutes de 2005, le taux de chômage dans les quartiers est toujours deux fois supérieur à la moyenne nationale.

Plus d'un jeune sur deux qui y grandit est au chômage et plus d'une famille sur trois y vit dans la précarité.

Mais il n'y a pas que l'exclusion sociale et territoriale. Il y a aussi les discriminations quotidiennes, les discours stigmatisants dans les médias et le mépris affiché par toute une partie de la classe politique.

Nous sommes arrivés au point dans notre où le Premier Ministre français utilise lui-même le terme d'apartheid pour désigner la situation dans certains quartiers.

Mais au-delà des petites formules, il n'appartient qu'à nous, responsables politiques, de passer de l'invocation de grands concepts et de belles idées à une traduction par des politiques publiques bien plus concrètes et bien plus volontaristes.

Chacun s'accorde ici à dire qu'il faut réaffirmer avec force les valeurs de la République contenues dans sa devise : liberté, égalité, fraternité.

Mais où est la liberté de choisir son destin, quand l'école devient un véritable démultiplicateur des inégalités sociales ?

Où est la liberté scandée le 11 janvier, quand se déchainent les délires sécuritaires et les appels à un Patriot Act à la française ?

Et où est l'égalité, quand chaque année le fossé se creuse entre les plus riches et les plus pauvres de nos concitoyens ?

Où est l'égalité quand les groupes du CAC 40 distribuent 56 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires et que la dépense publique doit diminuer de presque autant en trois ans ?

Et enfin, où est la fraternité, quand se multiplient les discriminations à l'embauche et les contrôles au faciès ?

Où est la fraternité lorsque l'on somme les musulmans de se désolidariser des fanatiques qui ne représentent en rien leur religion ?

Il ne suffit pas de décréter la République pour lui redonner un souffle. Il faut lui donner de la consistance, de la densité. Et il faut lui donner une traduction concrète dans nos actes politiques.

Faisons bien attention, car nos concitoyens sont de plus en plus méfiants vis-à-vis de la politique.

Quand on additionne les taux d'abstention et le vote pour les extrêmes, c'est plus de 80% de la population de certains territoires qui ne se reconnaît plus dans nos institutions.

Seul contre tous les autres partis ou presque, le FN est maintenant en position de gagner partout, et notamment dans d'anciens bastions de la gauche.

Alors qui peut croire aujourd'hui que la démocratie représentative et les institutions qui l'organisent sont des remparts suffisants contre la montée des fascimes ?

Mon propos est grave, mais gardons toujours espoir en nos chances de réussite.

Le 11 janvier nous a rappelé que la société est prête depuis longtemps à se mettre en mouvement.

Oui, la politique de la ville peut changer les choses dans les quartiers, mais il y a plusieurs conditions pour réussir.

Tout d'abord, le droit commun doit être mobilisé équitablement partout, et que tous soit considéré à égalité, qu'on soit au centre de Paris ou au milieu d'un quartier prioritaire.

Ensuite, il faut impérativement s'appuyer sur les habitants des quartiers. Ce sont eux les fins connaisseurs, les véritables experts de leur territoire.

Et ils seront un atout considérable pour notre pays si on leur donne la possibilité de participer pleinement à notre destin commun.

Remettre le citoyen au cœur de la décision publique, voilà pour nous la véritable refondation qui permettrait de redonner confiance et de créer une Région inclusive pour toutes et tous.

Cette double ambition que nourrit le groupe EELV, celle de la mobilisation du droit commun et de la participation des habitants, elle est en droite ligne des travaux conduits par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache.

Car nous avons besoin de changer pour de bon le regard que la société porte sur les habitants des quartiers, et permettre à chacun d'être traité dans la dignité et le respect.

La teneur de nos débats dans cet hémicycle, et le sort qui sera réservé à nos amendements, montrera si cette assemblée se contente de paroles et de bonnes intentions, ou si elle est décidée à passer aux actes.

En bref, vous l'aurez compris, notre ambition concernant l'action régionale en matière de politique de la ville ne connaît pas de limite.

Je vous remercie.